



**Samedi 19 décembre 2009.**

## **Accord à Copenhague ou pas, nous devons agir**

Le sommet de Copenhague vient de s'achever sur une déception : il n'a pas débouché sur les objectifs chiffrés tant attendus de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de limitation de la hausse des températures et d'aide aux pays du Sud dans leur lutte contre le réchauffement et dans leur adaptation aux conséquences des bouleversements climatiques.

Nous maintiendrons donc la pression en vue de la Conférence de Mexico en 2010. Pourtant, l'urgence est réelle, et nous ne pouvons pas attendre le prochain sommet pour agir. Si la volonté des chefs d'Etat fait défaut, celle des acteurs régionaux et locaux est solide et se concrétise sur le terrain : nous sommes déterminés à agir aujourd'hui. Selon l'ONU, 80% des actions concrètes pour faire face au réchauffement climatique seront conduites par les villes et les régions.

Nous devons aller de l'avant et changer de rythme. La Région peut impulser et accompagner les mutations nécessaires. Demain, Europe Ecologie fera en sorte que la Région assure la formation et la reconversion aux nouveaux métiers liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, qui représentent un vivier de milliers d'emplois non délocalisables et répartis sur l'ensemble du territoire. Nous assurerons la coopération entre les territoires pour lutter contre l'étalement urbain. La généralisation de l'éco-construction, de la haute qualité environnementale et l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments existants seront soutenues par la Région. La priorité au TER, aux transports en commun, au fret ferroviaire, mais aussi le soutien à un nouveau modèle agricole et à l'éco-conception des produits permettront de réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Nous réinventerons les solidarités sur notre territoire en aidant spécifiquement les moins aisés à s'engager dans cette voie. Enfin, en transférant notre savoir-faire aux régions du Sud, nous agirons concrètement pour une justice climatique.

Pour aller plus loin, nos régions ont besoin de davantage de compétences et de moyens. Non loin de nous, l'Ecosse a le pouvoir de légiférer, notamment dans le domaine de l'énergie, ce qui lui a permis de devenir le territoire le plus innovant au monde en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ici aussi, l'autonomie régionale est le modèle le plus efficace pour lutter contre le réchauffement climatique, comme le démontre la dernière étude prospective du Conseil économique et social régional de Bretagne. On ne peut donc que s'opposer au projet de réforme territoriale actuellement porté par le gouvernement de Mr Sarkozy qui, en retirant aux Régions la clause de compétence générale, va à l'encontre de ce scénario d'avenir pour nos régions.

**Christian Guyonvarc'h**

Vice-Président du Réseau mondial des gouvernements régionaux pour le développement durable

Vice-Président du Conseil régional de Bretagne chargé des Affaires européennes et internationales

**Ronan Dantec**

**Porte-parole des réseaux mondiaux de collectivités locales dans la négociation climatique**

**Nicole Kiil-Nielsen**

Députée européenne Europe Ecologie

**Yannick Jadot**

Député européen Europe Ecologie

**Guy Hascoët**

Tête de liste Europe Ecologie Bretagne

Ancien Ministre

**Jean-Philippe Magnen**

Tête de liste Europe Ecologie Pays de la Loire

Adjoint au maire de Nantes délégué à la coopération décentralisée et au co-développement